

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1310 - 13 août 1993 - prix : 9 F

LE FRANC SOUS LA



GAMMA

SURVEILLANCE DES VAUTOURS



M6189 - 1310 - 9.00 F



ARC

LE FRANC RESTE SOUS LA SURVEILLANCE... DES VAUTOURS

On parle toujours de spéculation sur le franc, bien qu'il y a 8 jours les chefs de gouvernements européens aient décidé de permettre à leurs monnaies de fluctuer de 15 % autour de leur cours pivot.

C'est que, pour soutenir le franc, la Banque de France a dû racheter pour 300 milliards de francs et a non seulement épuisé toutes ses réserves de devises, mais a même dû emprunter au prix fort. Et maintenant que le franc a perdu de sa valeur, racheter des devises pour reconstituer son encaisse va coûter cher à la Banque de France.

Cela aurait pu être pire, mais cela va faire des milliards de francs de perte et encore plus si la spéculation continue.

Pourtant en France, dans les milieux financiers, du côté du CNPF comme parmi les hommes politiques de droite, on insiste pour que la Banque de France abaisse les taux d'intérêt des prêts d'argent à court terme, ces prêts qui ne concernent pas les particuliers mais les entreprises, les banques et les établissements financiers. Cela relancerait-il l'activité économique. Et les mêmes reprochent au gouvernement français de ne pas l'avoir fait immédiatement et de l'avoir fait insuffisamment.

Le drôle, c'est que c'est avec les francs empruntés de cette façon que les spéculateurs agissent. Ils empruntent des francs pour acheter des monnaies plus fortes, dont le cours va monter, qu'ils pourront revendre à la Banque de France quand celle-ci sera obligée de racheter des devises. Leur profit viendra de la différence entre le taux du crédit et

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

la marge qu'ils auront encaissée par la spéculation. Lorsque la Banque baisse ses taux, ils peuvent gagner un peu plus d'argent. On voit que ce sont des conseillers intéressés.

Qu'avons-nous à faire de tout cela ? Les travailleurs ne peuvent pas spéculer, mais ils peuvent être victimes de la spéculation !

Si la valeur du franc diminue par rapport aux autres monnaies, tout ce qui est importé va augmenter, du pétrole et de l'essence au chauffage, en passant par bon nombre de matières premières, ce que nous paierons en tant que consommateurs.

Même si la baisse du franc favorise momentanément les exportations, les bénéficiaires n'iront pas dans la poche des travailleurs, et ce ne sera que provisoire.

On nous répète que si l'économie va mal, c'est parce que les entreprises ont trop de charges sociales, qu'elles paient trop d'impôts, que les salaires sont trop élevés, etc. Et puis de temps en temps on s'aperçoit que ces entreprises, au moins les plus grandes, ont des masses énormes d'argent qui leur permettent de spéculer sur les monnaies, de les

faire s'effondrer et de gagner bien plus qu'en investissant dans la production.

En décidant de laisser flotter les monnaies européennes de 15 % autour de leur cours plancher, les chefs de gouvernement ont renvoyé aux calendes la perspective d'une monnaie européenne.

Ce n'est pourtant pas qu'une telle monnaie ne serait pas utile, car c'est un nonsens que chacun des pays qui composent l'Europe ait une monnaie dont le cours varie d'un pays à l'autre, c'est-à-dire quand on parcourt 300 km dans un sens ou dans l'autre autour des grandes régions économiques.

Depuis longtemps les capacités industrielles dépassent les vieilles frontières nationales. La force des Etats-Unis c'est de s'être industrialisés à l'intérieur d'un quasi-continent. Il ne peut pas y avoir d'économie à l'échelle de l'Europe sans une monnaie unique. Mais il suffit d'une poignée de spéculateurs, baptisés pudiquement "marché", pour mettre à mal le peu d'accords économiques péniblement mis en place.

Car le capitalisme c'est la liberté de profiter. Et dans ce type d'économie l'intérêt commun n'existe pas et les intérêts particuliers ruinent toutes les tentatives pour aboutir à une économie et à une monnaie uniques en Europe.

Pendant ce temps-là, ce sont les peuples qui sont les victimes de ce système économique.

Mais le jour où nous exproprions les exploités, spéculateurs ou pas, la société pourra facilement vivre sans eux.

Arlette Laguiller



Fraget Gamma

Contrôle d'identité, dans le métro

LES GARDIENS DE SON MAÎTRE

Le décret d'application de la loi Pasqua vient de paraître, le mercredi 11 août. Les policiers n'auront même plus à justifier leur contrôle par un motif lié au comportement de celui qu'ils interpellent.

Les neuf prétendus "sages", chargés de veiller sur le respect de la Constitution, ont en effet béni la loi Pasqua, moyennant une modification mineure sur les contrôles à proximité des frontières et quelques réserves sur les abus... possibles. C'est ainsi qu'ils affirmaient dans leur rapport que "la pratique des contrôles d'identité généralisés et discrétionnaires serait incompatible avec le respect de la liberté individuelle". Tiens donc. Comme si ces hypocrites-là ne sa-

vaient pas que la loi qu'ils viennent d'avaliser ne peut qu'encourager précisément cette "pratique".

Oh, bien sûr, l'ancienne législation n'offrait pas de garantie réelle à tous ceux qui sont victimes des tracasseries de toutes sortes. Mais cette fois le feu vert est officiellement donné à l'arbitraire policier. Un arbitraire qui va peser en premier lieu sur toute la population immigrée, bien sûr. Mais sachons-le aussi : cette mesure constitue un encouragement à tous ceux qui s'en prennent à plus faibles ou plus vulnérables qu'eux. Elle signifie un peu moins de liberté pour la société tout entière. Une liberté que les "sages" se moquent bien de garantir.

Le rapport Mattéoli UN PLAN D'ATTAQUE EN RÉGLE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Jean Mattéoli, président du Conseil Economique et Social et ex-ministre du Travail de Barre de 1979 à 1981, assisté d'un groupe de treize "experts" composé de patrons connus (Pineau-Valencienne, patron du groupe Schneider, Bébéar, président d'AXA-Assurances, Alain Minc, dirigeant de Saint-Gobain) et de politiciens réputés ultra-libéraux, a présenté mardi 3 août à Balladur un rapport censé trouver un remède aux obstacles à la création d'emplois.

Car ce rapport le reconnaît : les sommes qui jusque-là ont été abondamment prodiguées aux patrons pour les inciter à créer des emplois l'ont été en pure perte.

Alors Mattéoli nous dévoile aujourd'hui quels sont les vrais obstacles à la création d'emplois. "La France bâtit beaucoup trop pour

l'éternité, et ses monuments historiques sont lourds à entretenir. Le système de protection sociale français fait partie de ce patrimoine", écrit-il pour annoncer la couleur.

Les SMICards, pour commencer, coûtent trop cher. Ces messieurs voudraient revenir au

système du SMIG, supprimé après 1968 et remplacé par le SMIC actuel. Indexé sur les prix et non pas sur le salaire ouvrier moyen, le SMIC d'avant avait l'avantage d'augmenter moins vite. Il en serait à 2500 F par mois, a calculé la CGT.

Mais c'est encore trop, et le plan envisage des mesures pour "l'alléger" durant les deux premières années d'emploi.

En outre, pour "permettre aux entreprises de gérer leurs effectifs sans rompre le lien que constitue le contrat de travail", autrement dit pour avoir à licencier moins souvent, on supprimerait les CDD. Il n'y aurait plus que des CDI " assortis de facilités dans leur rupture durant les 18 premiers mois", ce qui équivaldrait en fait à prolonger à 18 mois les périodes d'essai avant l'embauche. Enfin, la durée du travail passerait de 1800 heures annuelles actuellement à 1680 (37 heures hebdomadaires au lieu de 39), l'avantage de l'annualisation étant une plus grande "flexibilité" des horaires.

Mais sur ce point le patronat est loin d'être unanime, certains trouvant trop coercitif pour eux de fixer une quelconque réglementation.

Alors, il ne s'agit encore que d'un rapport, mais il est bien révélateur des intentions du patronat et du gouvernement de continuer leur offensive contre les travailleurs.

S.L.

Fruits à la décharge



AFP

ÇA PÈCHE

A CAUSE DES GROSSES LÉGUMES

Depuis le début de la saison, plusieurs jours par semaine les cultivateurs des Pyrénées-Orientales prennent, avec des camions pleins de pêches ou de brugnons, le chemin de la décharge. Là les attend un agent des douanes, et on pèse l'arrivage avant de livrer les fruits à la pelleteuse. Mais pas de travail bâclé, pas d'escroquerie sur la marchandise : nous vivons dans une société trop raffinée. Le monstre de fer lui-même a le bec fin. Et l'agent des douanes est chargé de monter dans le camion vérifier la qualité de la livraison : ni pêches pourries ni pêches trop vertes, et toutes bien calibrées.

On croirait à une histoire de fous. C'est juste une banale histoire de marché. Non pas parce que les clients n'existeraient pas pour manger ces fruits, surtout si la différence entre le prix d'achat aux producteurs et le prix de vente au détail, à l'autre bout de la chaîne commerciale, était moins grande.

Chaque jour les agriculteurs amènent au marché de gros leur production triée par catégories et par tailles, soigneusement rangée dans les cagettes. Les grossistes en fruits et légumes, seuls véritables maîtres du marché, font alors leur choix et décident de la quantité qu'ils achètent en

fonction des ventes escomptées. Pas question d'en commercialiser de trop, pour ne pas faire baisser les cours. Le reste doit être retiré de la vente.

C'est là qu'interviennent les pouvoirs publics, leurs douaniers et leurs pelleteuses. Quel trésor d'organisation. L'Etat indemnisera en fin de saison les producteurs au tarif de 1,10 F ou 1,20 F par kilo de pêches ou de nectarines détruites (moins de la moitié du prix de revient, affirment les agriculteurs) pour sauver les prix d'une baisse inconsidérée, et, avec, sauver les bénéfices des grossistes.

O.B.

PARCOURS DU COMBATTANT-MINISTRE

Après le suicide d'un jeune, les plaintes de soldats du 21ème RIMA et les sanctions prises contre les officiers reconnus coupables de sévices, Léotard, ministre des Armées, a donné son feu vert aux poursuites engagées par le Parquet de Marseille à l'encontre des gradés concernés. Mais il a tout de même tenu à faire l'éloge du régiment et à parler de l'injustice "qui consiste à amalgamer un drame personnel à ces exactions". Il n'y a donc pas que les jeunes engagés que les cadres de l'Armée font ramper ?

Nouvelle
menace d'invasion
des criquets en Afrique

FLÉAU NATUREL... ET PLAIE DU PROFIT

■ Des criquets-pèlerins, grands dévoreurs de cultures qui avaient déjà ravagé le nord de l'Afrique il y a six ans, viennent d'atteindre la Mauritanie et le Maroc.

Partis il y a quelques mois des bords de la mer Rouge, ils ont donc parcouru 3 000 kilomètres, atteignant au passage le Tchad, le Niger et le Mali.

Leur prolifération explosive (un peu comme celle des moucheron ou des cochenilles dans nos pays) et donc une invasion grave dépendent désormais de la réunion de certaines conditions climatiques (chaleur et humidité notamment, favorables au développement des larves).

Aucun moyen sérieux n'a été mis en oeuvre jusqu'à présent, bien que le problème ait été signalé dès... le mois d'octobre 1992 par la FAO (annexe de l'ONU), en Erythrée, au Soudan, au Yémen et en Arabie saoudite.

Pourtant, affirme un organisme de coopé-

ration internationale en recherche agronomique cité par *Le Monde*, "un départ d'invasion ne concernant que les pays situés de part et d'autre de la mer Rouge aurait pu être enrayer moyennant 5 à 10 millions de dollars" (soit 30 à 60 millions de francs).

L'ONU et les Etats-Unis ont trouvé par contre, dans le même temps, les moyens pour envoyer des missiles contre Saddam Hussein! Mais pas pour mettre à l'abri de la famine des millions d'hommes que menace l'invasion des criquets (puisque l'on sait qu'un essaim moyen de 150 millions d'individus consomme chaque jour 100 tonnes de végétation, ravageant en quelques mois des dizaines de milliers d'hectares de cultures vivrières).

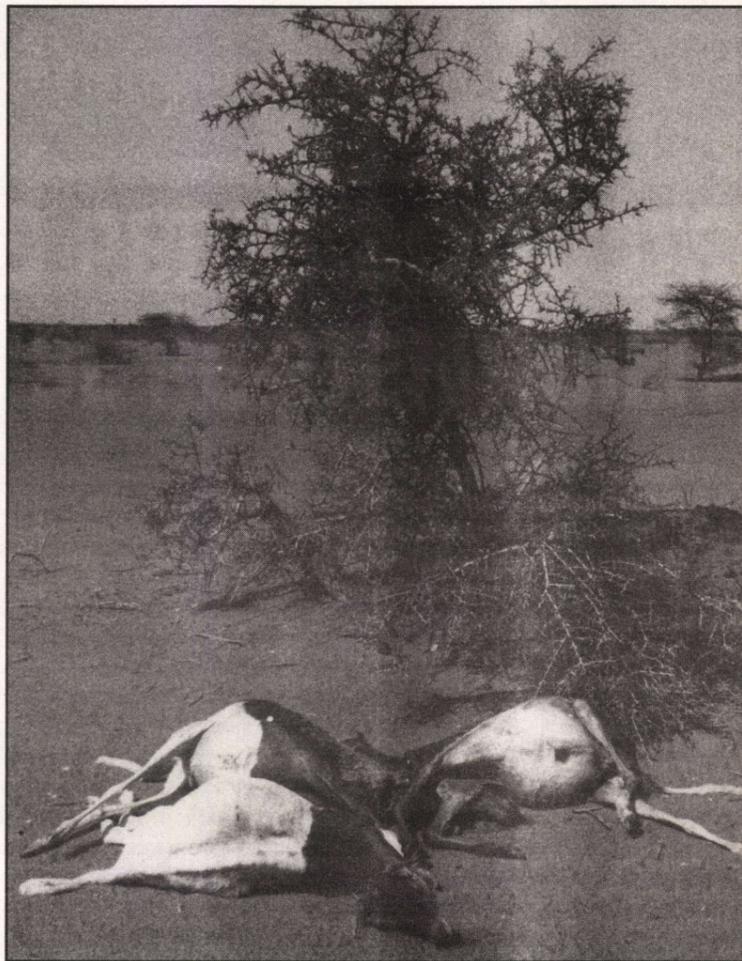
Dès aujourd'hui, c'est plus que les 5 ou 10 millions de dollars initiaux qu'il faudrait. Et demain il faudra peut-être autant sinon plus qu'en 1987, soit 300 millions de dollars.

Ce qui ne serait pas fait pour déplaire aux firmes de produits chimiques anti-criquets qui, disait-on en 1987, étaient peu pressées de vendre le peu qu'il fallait au départ... pour pouvoir vendre davantage une fois le fléau bien étendu.

Certes, ce n'est pas la première fois que l'Afrique est menacée par les invasions de criquets : la Bible faisait déjà allusion à la "huitième plaie d'Egypte" en parlant de nuées de "sauterelles" touchant cette région d'Afrique il y a quelque 30 siècles.

Mais aujourd'hui que des moyens d'enrayer ce fléau existent, il devient criant que la plaie dont risque d'être victime — une fois encore — l'Afrique, c'est celle du profit capitaliste.

Guy LABRAUD



Sécheresse au Mali. Les catastrophes naturelles sont encore aggravées par la recherche du profit et les carences des autorités

AFP

Belgique

Depuis deux ans, Air France a pris une participation de 37 % dans le capital de la société publique belge de transport aérien Sabena. L'Etat belge est resté actionnaire à 51 %, le reste étant détenu par divers organismes, certains publics, d'autres privés.

Les difficultés pour la Sabena — surtout pour les travailleurs — ne datent pas de cette prise de participation, ni de la "crise" des transports aériens de ces dernières années. Déjà en 1982, le personnel, pilotes et direction compris, avait subi et entériné par un vote référendaire une baisse de salaire de 17 %. Bien sûr cela n'a servi à rien, comme l'a reconnu lui-même il y a quelques semaines le PDG, P. Godfroid.

La concurrence avec les autres compagnies de transport aérien est toujours aussi forte, et les plans de "rentabilisation" et d'accroissement de la "productivité" du personnel se sont succédé sans interruption. Cependant ils se heurtent à une opposition de plus en plus manifeste du personnel.

Depuis novembre 1992, plusieurs mouvements de grève se sont produits.

En novembre 1992, la grève a éclaté pour s'opposer à 700 licenciements, mais n'a pas fait reculer la direction, ce qui fait qu'en trois ans la Sabena a réduit ses effectifs de plus de 2 500 salariés.

LE PERSONNEL DE LA SABENA VOTE CONTRE LA RÉDUCTION DES SALAIRES

En avril 1993, le personnel navigant a fait 12 jours de grève pour s'opposer à de nouvelles mesures de flexibilité et d'augmentation de la "rentabilité", une nouvelle fois sans obtenir de réel recul du Conseil d'administration.

Et il y a un mois, au début juillet, prétextant un déficit de 5 milliards de FB (soit un peu plus de 0,8 milliard de FF) pour l'année 1993, la direction annonçait un nouveau plan de diminution des salaires. Et c'est 2 milliards de FB qu'elle se proposait d'économiser directement sur les salaires...

Après une journée de grève du personnel au sol appelée par les syndicats et bien suivie, les négociations avec la direction ramenaient la ponction directe sur les salaires à 1,1 milliard de FB. Cela représenterait concrètement pour les travailleurs une diminution de 2,5 % à 15 %

de leurs salaires (les salaires les plus importants devant être plus fortement touchés). Il était prévu de maintenir cette mesure... jusqu'à la reprise attendue du transport aérien... pour dans trois ans!

Début août, la direction a pris l'initiative d'organiser un référendum, comme elle l'avait déjà fait en 1982, espérant faire entériner la diminution des salaires, avec les apparences de l'adhésion volontaire du personnel. Mais à la différence de 1982, une majorité de 56 % du personnel a refusé cette mesure : la confiance dans la direction et surtout dans l'utilité des sacrifices acceptés par les salariés, ne règne plus.

Depuis, la direction fait le chantage : ce serait soit les diminutions de salaires, soit une nouvelle charrette de licenciements ! Godfroid a même remis sa démission... mais le Conseil d'administra-

tion ne l'a pas acceptée pour le moment.

Quant au ministre des Transports, un socialiste, dans un gouvernement de coalition social-chrétien (droite) et socialistes, il a déclaré qu'il n'était pas question que l'Etat investisse de nouveau des milliards de FB pour combler le déficit (la Sabena n'est pas touchée par la fédéralisation du pays).

Ces multiples chantages tendent à faire pression sur le personnel pour qu'il finisse par accepter une fois de plus les conséquences sociales de la concurrence et de l'incurie des sociétés capitalistes, y compris des entreprises publiques.

Mais un nombre croissant de salariés ne sont pas d'accord pour encaisser les coups. Il faudra qu'ils trouvent les moyens de s'organiser, d'unir leurs luttes et de faire preuve de détermination contre un Etat et un patronat qui ne font pas de cadeaux.

Allemagne

DANS LES MINES DE POTASSE DE THURINGE

QUATRE MOIS DE GRÈVE

L'ancienne Allemagne de l'Est, tout particulièrement la Thuringe, comptait une dizaine de mines de potasse qui employaient environ 22 000 mineurs, dans des conditions très dures pour ceux qui travaillaient à 500 mètres sous terre. Depuis la réunification, la plupart des mines ont été fermées. Il n'en reste plus que deux. Dont le puits de Bischofferode, connu désormais dans toute l'Allemagne, parce que ses 700 salariés sont en grève depuis quatre mois contre la fermeture.

La grève, avec occupation, a démarré au début avril, contre la fusion avec une filiale ouest-allemande du groupe BASF, proposée par le gouvernement et le Treuhand (organisme d'État qui achève la vente ou liquidation des quelque 12 000 entreprises de l'ancienne RDA), fusion qui entraînerait la fermeture de Bischofferode en décembre prochain. Quand le Treuhand a reconfirmé ses

choix, au début juillet, une cinquantaine de mineurs ont démarré en outre une grève de la faim. Certains ont été hospitalisés, et relayés. A ce jour, le conflit continue. Les représentants du Comité d'entreprise qui dirigent la grève — les dirigeants du syndicat "chimie" lié à la grande centrale DGB s'étant rangés à la solution du Treuhand et de BASF ! — revendiquent que la mine soit rachetée par un "repreneur" privé qui s'est porté sur les rangs et s'engage à la faire tourner avec quelque 600 salariés. Les grévistes viennent de rejeter la proposition du gouvernement d'assurer aux licenciés du travail pendant deux ans.

Cela dit, ce conflit intéresse pas mal de notabilités politiques — qu'il arrange ou dérange —, de la CDU au SPD, en passant par les "Verts" et le PDS, qui ont déjà les yeux fixés sur les élections législatives générales de 1994.

S'affichent du côté des grévistes : des représentants des deux Eglises (catholique et évangélique), des dirigeants et militants du PDS et des "Verts" (en particulier une députée qui vient de se ranger au nombre des grévistes de la faim). Ces personnalités ou formations

s'affirment solidaires de la lutte, mais partagent surtout les "solutions" avancées — qu'elles inspirent d'ailleurs probablement — et qui consistent à dénoncer davantage l'Ouest qui étranglerait l'Est, que le capitalisme qui exploite l'ensemble de la classe ouvrière. Une démagogie qui n'aide certainement pas les travailleurs à lutter avec les meilleures chances de succès.

La grève, par contre, dérange franchement certains édiles locaux de la CDU de Thuringe, qui avaient gagné des voix et des postes haut la main après la chute du mur, à l'époque des plus fortes illusions sur les vertus du capitalisme et qui s'inquiètent désormais pour leur réélection. Comme elle dérange les sociaux-démocrates, dont les dirigeants politiques ou syndicaux se sont affichés du côté du Treuhand et de BASF dans le conflit.

Les personnalités politiques qui suivent de près ce conflit ne sont pas désintéressées... Le fait qu'elles se montrent aux côtés des grévistes n'aidera pas vraiment ces derniers, mais c'est au moins la preuve que la grève est bien vue. Comme celle des métallurgistes il y a trois mois. Et c'est la preuve que la combativité n'a pas perdu ses droits.

Le sort des mineurs de potasse est celui de beaucoup de licenciés d'un certain âge dans l'ancienne Allemagne de l'Est, qui n'ont quasiment aucune chance de retrouver un emploi. Un slogan des grévistes, "Bischofferode est partout", exprime à sa façon la crainte et la hargne générales face au chômage et aux licenciements. Surtout dans un contexte où les instituts économiques annoncent que si les projets de réductions d'effectifs ou de fermetures

annoncés par les plus grands trusts se réalisent, le pays comptera trois millions et demi de chômeurs "officiels" dans quelques mois ; et où le gouvernement Kohl, avec l'accord de l'"opposition" sociale-démocrate, vient de porter sa dernière griffe à un programme d'économies budgétaires de quelque 30 milliards de marks, consistant essentiellement en la diminution des diverses aides et indemnités aux chômeurs.

Michelle VERDIER



Mineurs de Bischofferode

ARC

Budget américain

LES MÊMES VIEILLES RECETTES TOUJOURS TROP ÉPICÉES

C'est de justesse que le président Clinton a pu faire passer son budget aussi bien devant la Chambre des représentants (le Congrès) que devant le Sénat. Les députés et les sénateurs, démocrates ou pas, n'étaient pas plus empressés que cela. Ils craignent que les rares mesures impopulaires dans les classes moyennes ne leur retombent dessus sur le plan électoral. Il a fallu la voix prépondérante du vice-président Al Gore pour l'emporter dans des scrutins presque équilibrés à 50-50.

Le budget préparé pour Clinton prétend réduire de 500 milliards de dollars pour les cinq ans à venir le déficit budgétaire, un problème devenu préoccupant pour tous les États industriels, et notamment les États-Unis où la dette publique frise les 5 000 milliards de dollars (30 000 milliards de francs,

plus de vingt fois le budget de la France) !

Pour le réduire, les gouvernants ne connaissent que deux recettes : réduire les dépenses, augmenter les recettes. Mais Clinton aimerait en plus faire croire qu'il va faire payer un peu plus les riches que ses prédécesseurs. Certes, le taux de l'impôt sur les personnes physiques va être porté de 31 à 36 % pour les revenus supérieurs à 690 000 F et de 31 à 39 % pour ceux dépassant 1,5 million de francs. Mais l'impôt sur les sociétés, lui, n'augmente que d'un petit point.

C'est vraiment peu de chose quand on sait qu'en dix ans, sous Reagan et Bush, les ultrariches ont vu leurs revenus multipliés par 20 ! Bon prince, Clinton a accordé deux ans de délai pour s'acquitter de ce petit supplément qui, pour les entre-



Nouveau budget : nouvelle dégradation des soins pour la population.

Reinstein/Gamma

prises, ne représente par exemple qu'un cinquième de ce qu'elles ont pu obtenir en allègements fiscaux certaines années.

Par contre, les couches de la population moins fortunées ne sont pas épargnées. Sous pré-

texte de faire payer tout le monde, la taxe supplémentaire sur les carburants pèsera plus lourd, comme tous les impôts indirects, sur les plus démunis, tandis que le kérosène sera exempté de cette taxe pendant deux ans, histoire que les com-

pagnies aériennes gardent le sourire. Autre exemple : la taxe qui alimente Medicare (la couverture médicale des personnes âgées et des handicapés) sera prise désormais sur tous les salaires.

Clinton ne fait pas payer les riches, tout au plus il leur lance une pichenette. Par contre, au chapitre des dépenses, comme Reagan et Bush, il prévoit de nouvelles coupes claires dans les budgets de santé, notamment ceux destinés aux plus âgés et aux plus pauvres.

Rien ne dit que ce budget réduira le déficit de l'État. En 1990, Bush avait proposé, sans succès, un programme voisin. En revanche, à coup sûr, certaines de ces mesures rendront les conditions de vie des plus pauvres plus difficiles encore.

Samuel LATAN

Somalie

LES PREMIERS MORTS AMÉRICAINS

Quatre soldats américains ont sauté sur une mine à Mogadiscio. Ils viennent s'ajouter à une longue liste de soldats et de civils tués dans cette nouvelle guerre coloniale, Italiens, Marocains, Pakistanais et bien sûr Somaliens ; mais ce sont les premiers morts américains. Et le président Clinton ne pouvait pas faire moins que de promettre une "action appropriée" pour venger ses "boys". C'est-à-dire continuer sur sa lancée. Car les actes de guerre sont déjà, à présent, quotidiens.

Le 12 juillet, les hélicoptères américains bombardèrent une maison censée abriter une réunion politique de partisans du général Aïdid. Ils avaient fait 50 morts. Depuis lors, il ne se passe pratiquement pas de jour sans qu'il y ait des accrochages violents entre les forces de l'ONU et les différents groupes armés somaliens que la presse présente comme des partisans du général Aïdid. Une fois de plus, l'intervention des armées des pays les plus riches du monde, USA en tête, dans un pays du Tiers Monde, aboutit à un enlèvement sanglant.

On se souvient que tout

avait commencé par une opération dite humanitaire. Des forces, essentiellement américaines et accessoirement françaises, avaient débarqué fin décembre 1992 pour prétendument vaincre la famine en Somalie. Mais, dès ce moment, il est arrivé que les sacs de riz de l'aide alimentaire servent de sacs de sable pour protéger les casernes et les emplacements d'armes automatiques. Les USA avaient pour but essentiel, non pas de nourrir la population, mais de donner leur appui, parmi les différentes bandes armées qui s'entre-déchiraient dans le pays, à celle qui leur paraissait la plus capable de faire régner l'ordre. Cette intervention, pompeusement nommée "restore hope" (redonner l'espoir), avait mobilisé plus de 25 000 soldats américains. Elle s'est achevée officiellement début mai, le but ayant été, paraît-il, atteint !

Mais une deuxième opération, à nouveau sous l'étiquette de l'ONU, a démarré aussitôt : l'opération ONU-SOM. Et elle a rapidement mobilisé autant de troupes que la précédente, mais venues cette fois du Pakistan, d'Égypte, du Maroc, d'Italie, de France, de Grande-

Bretagne, de Grèce, du Zimbabwe... Et ces troupes, sous commandement US bien entendu, s'affrontent à présent aux bandes somaliennes, ainsi qu'à la population elle-même.

Celle-ci en effet a de plus en plus de raisons de rejeter ces représentants du monde des riches, qui ne constituent finalement qu'une armée de plus à venir parader sous son nez et à s'en prendre à elle.

D'aide humanitaire, évidemment, il n'en est même plus question. Les soldats de l'ONU n'ont plus le cœur à escorter les convois de nourriture : c'est devenu trop dangereux.

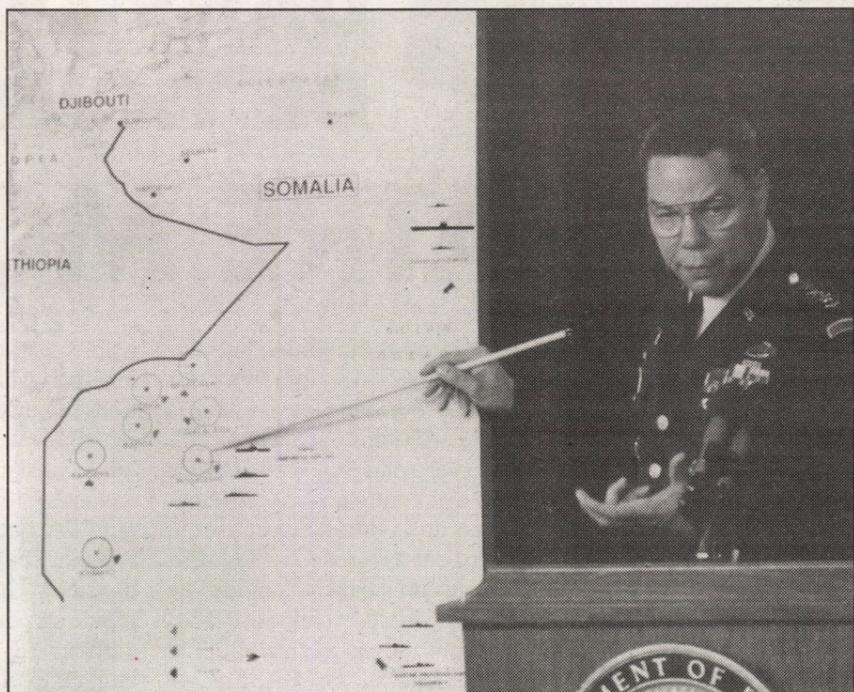
Au total, l'intervention de l'impérialisme dans cette région de l'Afrique n'a fait que renforcer les problèmes, exacerber les oppositions de clans et rejeter les populations dans les bras des chefs de guerre.

Selon les propres chiffres de l'ONU, l'aide humanitaire prévue était de 166 millions

de dollars, mais 20 millions seulement ont été utilisés pour aider les populations somaliennes. En revanche, les dépenses militaires, elles, sont 75 fois plus fortes :

1,5 milliard de dollars ! Et au train où vont les choses, cette proportion devrait s'accroître encore.

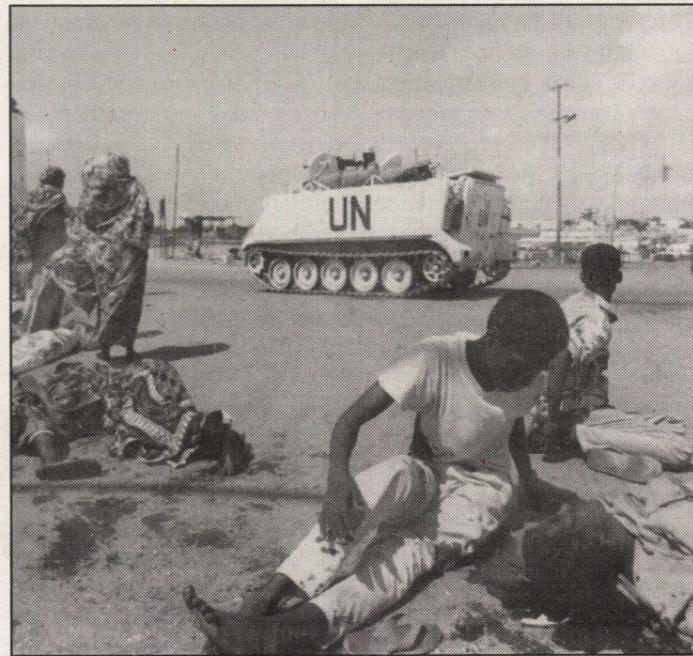
Roger PERIER



▲ Le général américain, Colin Powell, montrant sur une carte le dispositif militaire, lors du débarquement en Somalie.

▼ Massacre dû aux troupes de l'ONU, le 13 juin 1993.

AFP



ONU Les mauvais payeurs



C'est qu'il nous ferait presque pleurer, Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général de l'ONU, qui déplore la situation financière sans précédent de son organisation.

Intervenir durablement à travers le monde, du Cambodge au Proche-Orient, de la Somalie à l'ex-Yougoslavie, coûte bien évidemment cher et même très cher.

Les ressources de l'ONU proviennent des contributions des Etats membres, et donc essentiellement de celles des grandes puissances. Ces dernières, qui décident des interventions, se font pourtant tirer l'oreille pour payer la note. C'est ainsi que les USA

seraient actuellement le principal débiteur de l'ONU.

Boutros-Ghali réclamant ses sous peut toujours exprimer sa crainte que "si la situation perdure, l'organisation ne soit plus en mesure d'exercer ses responsabilités dans le domaine de la paix et de la sécurité internationale". Qui prendra au sérieux une telle déclaration, qui ressemble bien davantage à la comédie d'un créancier réclamant un geste de la part de ses débiteurs ?

Et de toute façon, que les caisses de l'ONU soient vides ou pleines, qu'est-ce que cela changera à la paix ou à la guerre ?

Japon

UN AVEU BIEN TARDIF

Le gouvernement japonais vient officiellement de reconnaître que l'armée nippone avait bien organisé des bordels militaires pendant la Seconde Guerre mondiale et que, pour ce faire, elle avait eu recours à des recrutements forcés de dizaines de milliers de femmes.

Celles qu'on a appelées les "femmes de réconfort" étaient en grande majorité asiatiques, originaires de Corée surtout, mais aussi des Philippines, de Chine, de Malaisie. On compte aussi des Néerlandaises. Quelque 200 000 adolescentes ont été ainsi recru-

tées dans les zones occupées et contraintes à se prostituer.

La détermination des victimes survivantes a finalement contraint le gouvernement japonais à admettre des faits dont l'existence même était niée. Elles ont fini par gagner. Mais, près de 50 ans après, un bon nombre de leurs tortionnaires, organisateurs directs de ces "repos du guerrier", ne risquent plus de devoir répondre de leurs crimes. Beaucoup sont sans doute morts, après une longue et paisible carrière dans l'armée ou l'administration...

Japon

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT RÉUNIT D'ANCIENS POLITICIENS

Le Japon s'est donné un nouveau gouvernement conduit par Horihiro Hosokawa. Ce politicien de 55 ans, flatteusement surnommé "le jeune homme", est issu d'une très vieille famille aristocratique qui règne depuis le XIV^e siècle sur la région du Kumamoto. Ses ancêtres en étaient les seigneurs et maîtres, à la pointe de leur épée. Il en était devenu le gouverneur grâce à la démocratie bourgeoise en se faisant élire sur une liste du Parti Libéral Démocrate (PLD). Depuis, il a pris la tête de l'un des partis dissidents du PLD : le Nouveau Parti du Japon.

Le PLD, qui a régné pendant 38 ans sans partage sur la vie politique japonaise, vient de perdre la majorité absolue aux récentes élections. Il lui manquait 33 sièges pour pouvoir

former seul le gouvernement. Il n'a trouvé aucun allié politique, même parmi les trois partis dissidents issus de ses rangs. Ceux-ci ont préféré se donner des airs de politiciens aux mains propres ("Monsieur Propre" est un autre surnom du nouveau Premier ministre) en refusant toute coalition avec le PLD, chargé désormais de tous les péchés de corruption de la vie politique. Ce qui prête quelque peu à sourire quand on sait que le "jeune homme" n'est pas moins corrompu que les vieux caciques du PLD. Les uns comme les autres ont profité des largesses de l'entreprise de transport Sagawa-Kyubin, qui a l'habitude, pour obtenir des avantages commerciaux, d'arroser les politiciens en place. Et "Monsieur Propre" a déjà dû avouer publiquement qu'il se salit depuis 1982, pour financer son parti mais aussi à titre personnel : il s'est fait offrir un luxueux appartement à Tokyo.

Ce politicien et quelques autres, comme ceux du Parti du Renouveau, ont su sentir le vent et prendre la mesure de l'usure politique du PLD. Ils en cueillent maintenant les fruits : cette coalition gouvernementale



Horihiro Hosokawa (à gauche).



Tsutomu Hata.

le hétéroclite où l'on retrouve à peu près tous les opposants du vieux PLD, à l'exception du Parti Communiste Japonais, soit sept partis : les fractions

dissidentes du PLD (Nouveau Parti du Japon de Hosokawa, Parti du Renouveau, Parti des Précurseurs), le Komeito, le Parti Socialiste et ses deux partis dissidents.

Le Parti Socialiste était pourtant le grand perdant des élections. Il avait vu le nombre de ses sièges divisé par deux. Cependant de tous les partis de l'actuelle coalition, il est encore celui qui disposait du plus d'élus. Le choix de rejeter le PLD du gouvernement imposait donc sa présence. Et la majorité du Parti Socialiste était toute prête à entendre ces sirènes gouvernementales. Elle s'y était largement préparée en rognant de ses orientations antérieures tout ce qui pouvait présenter une aspérité quelconque et gêner sa présence dans une coalition avec les "nouveaux" conservateurs.

Son président, Sadao Yamahana, est désormais pour l'alliance avec les Etats-Unis et considère les militants de son parti qui regrettent les orientations pacifistes d'antan comme "une verrue dans la figure qu'il faudra éliminer par une opération chirurgicale". En attendant, proportionnellement à son nombre de voix, le Parti Socialiste n'a pas reçu grand chose : il n'a aucun ministère économique important et doit se

consoler avec celui de la Réforme Politique, qui n'est peut-être que de circonstance.

Le Parti du Renouveau, parti dirigeant de la coalition, a gardé les meilleurs maroquins pour lui. Non seulement Tsutomu Hata, l'un de ses leaders, va conduire la politique étrangère, mais deux autres membres de ce parti contrôleront l'Industrie et le Commerce International et les Finances. Celles-ci ont été confiées à Hirohisa Fujii, député du PLD il y a quelques semaines encore. De plus, c'est le secrétaire général du Parti du Renouveau, Ichiro Ozawa, qui sans être membre du gouvernement tiendra les rênes dans la coulisse. Une façon de gouverner mise au point depuis longtemps... par le PLD.

En fait de "renouveau", le gouvernement s'apprête à faire du PLD sans le PLD. D'ailleurs, le gouvernement reste entre les mains de politiciens qui ont fait la presque-totalité de leur carrière dans les rangs du PLD, où ils ont appris à gouverner au mieux des intérêts du grand patronat. Les milieux d'affaires qui avaient l'habitude, depuis près de quarante ans, de traiter en direct avec le gouvernement, n'auront donc pas à changer beaucoup leurs habitudes. D'abord un peu perplexes devant cette coalition hétéroclite, ils n'ont pas tardé à faire connaître leurs bons sentiments à l'égard d'une équipe (pas si) nouvelle. Ils en attendent une fiscalité complaisante et des mesures de déréglementation qui pourraient multiplier les licenciements, ce qui donnerait à ce "renouveau" un goût amer pour les travailleurs.

Il reste à savoir si cette coalition résistera aux difficultés. Elle paraît fragile : le seul point commun entre les sept partis qui la composent, outre des ambitions bien partagées, ce sont les déclarations de principe contre la corruption, une prise de position de circonstance qu'ils pourraient partager même avec... le PLD. Ils ont en commun surtout des points de litiges qui pourraient se révéler d'autant plus que les objectifs principaux du gouvernement, relancer l'économie, redéfinir le rôle du Japon en Asie et sur la scène mondiale, ne dépendent pas que de sa volonté.

Jacques FONTENOY

USA

Affaire Rodney King

UNE CONCESSION MINIMUM

Les deux policiers de Los Angeles qui viennent de passer en procès pour la seconde fois la semaine dernière pour avoir roué de coups, en mars 1991, l'automobiliste noir Rodney King sous les yeux d'un témoin qui avait filmé toute la scène, ont été condamnés à deux ans et demi de prison. Condamnation clémente pour les tabasseurs, a estimé la presse qui rappelle que la partie civile réclamait une peine de dix ans de prison et une amende de 250 000 dollars ; mais condamnation fort exceptionnelle bien sûr car il n'est pas habituel d'inquiéter les policiers pour ce genre de pratiques. On se souvient qu'un premier procès sur cette affaire avait déjà eu lieu en avril 1992, au terme duquel les quatre policiers impliqués dans ce tabassage avaient été purement et simplement acquittés par le jury blanc. Et ce verdict scandaleux, alors que chacun avait pu voir à la télévision les policiers s'achar-

ner contre un homme à terre, avait été à l'origine de véritables émeutes à Los Angeles où les affrontements avec la police avaient fait 50 morts. La justice américaine avait dû s'engager à revoir le procès.

Et aujourd'hui, cette condamnation bien modérée apparaît comme une petite concession que les autorités ne pouvaient éviter de faire sous peine de risquer de provoquer de nouvelles flambées. Mais une concession minimum, puisque la justice persiste à reconnaître Rodney King coupable... de s'être débattu sous les coups et par là même d'en avoir provoqué davantage. En vertu de quoi il ne touchera aucune indemnité pour les soins qu'il a dû recevoir. Une preuve de plus que ce n'est pas devant les tribunaux que se règlera le problème du racisme aux Etats-Unis.

Sylvie LEBRIS

Belgique

L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS

C'EST TOUT AUTRE CHOSE

que l'unitarisme royal

Une foule imposante de 500 000 personnes, en deux jours, sur 10 millions d'habitants pour toute la Belgique, est allée saluer la dépouille embaumée du roi Baudoin.

Mais peut-être est-ce le fait d'être sans pouvoir, et donc d'apparaître facilement au-dessus de la mêlée politique, qui a largement contribué à forger une auréole à Baudoin, ce monarque réactionnaire, symbole d'une institution dépassée.

Dans ce pays où les partis sociaux-chrétiens (centre-droit), libéraux (droite) et socialistes ont réalisé depuis longtemps toutes les combinaisons parlementaires possibles, où la corruption sévit largement (un responsable socialiste a même été assassiné dans le cadre d'une de ces affaires), où tous les partis politiques placent systématiquement leurs hommes dans tous les rouages politiques et économiques, et où il vaut mieux être affilié à un parti pour obtenir une place — même au bas de l'échelle — le monde des politiciens

est largement discrédité.

Et le vote obligatoire aux élections n'empêche pas le taux d'abstention d'augmenter peu à peu.

Dans ces circonstances, le roi n'a pas eu trop de mal à jouer les honnêtes hommes, bien au-dessus de la mêlée, aidé en cela par les articles de presse, les émissions de télévision et autres manifestations publiques. La famille royale s'était ainsi forgée une image de catholiques fervents, proches des gens, humains et sensibles à la douleur des faibles.

La famille royale parrainait toute une série d'organisations caritatives : dernièrement, par exemple, le roi avait publiquement proposé son aide à des femmes asiatiques victimes de trafiquants belges et poussées à la prostitution.

Mais sa venue dans le métro bruxellois, cette année, avait encore fait plus de bruit dans la presse !

Néanmoins, il est certain que dans les entreprises, dans les quartiers ouvriers, le décès royal a beaucoup moins perturbé les consciences... que dans la petite bourgeoisie à laquelle la famille royale s'identifiait plus, et dans une partie de la population bruxelloise.

Et d'ailleurs, le jour de l'enterrement, la foule était beaucoup moins nombreuse que les jours précédents. Peut-être parce que la télévision et les journaux matraquaient sur le sujet (pour une fois indépendamment de toute division fédérale !).

En réalité, ce problème de la division de la Belgique, qui traverse une

crise institutionnelle depuis plus de vingt ans, est un facteur qui a largement contribué à accroître l'auréole d'un roi qui passait pour être unitariste et en tout cas qui prenait bien garde de se manifester autant en Flandre qu'en Wallonie, autant en flamand qu'en français.

Cela se comprend de sa part ! Il vaut mieux être roi de toute la Belgique, que roi des seuls Bruxellois... Son trône était en jeu... et sa liste civile annuelle de 211 millions de FB en 1992 (soit l'équivalent de plus de 400 salaires moyens annuels) ; un tel revenu n'est pas négligeable, même si la famille royale, descendante de plusieurs familles royales et princières européennes, est richissime, et actionnaire dans les plus grandes entreprises privées du pays. Car ce roi était

un roi très bourgeois, capitaliste même !

Or cet unitarisme correspond à une aspiration d'une fraction de l'opinion populaire. Toute une partie des travailleurs, en Wallonie comme en Flandre, et à Bruxelles aussi, ressent la division de la Belgique comme une conséquence de la volonté des politiciens et pense que cela ne peut que leur être néfaste.

En dehors des royalistes, les seuls partis politiques unitaristes sont un petit parti stalinien et... le Front National, greffe du Front National français en Belgique francophone !

Mais tout ce contexte ne rend bien sûr pas tout ce vieux fatras monarchique moins réactionnaire. Et si l'on ne peut que se réjouir de voir une partie de l'opinion populaire refuser la perspective d'un éclatement de ce pays, il faut bien savoir que les travailleurs n'arriveront à concrétiser de façon positive leur sentiment unitariste que s'ils se donnent les moyens de mener ensemble, travailleurs vivant en Flandre ou en Wallonie, des luttes contre les mesures anti-sociales qui frappent aussi lourdement les travailleurs de part et d'autre de la "frontière linguistique".



Le cercueil de Baudoin passe devant la famille royale

Grande-Bretagne

Tête couronnée et main tendue

Les familles royales ont bien des malheurs. Y compris Elisabeth d'Angleterre. La pauvre doit absolument trouver

40 millions de livres (340 millions de francs) pour retaper son pied-à-terre de Windsor qui a brûlé à l'automne dernier.

Dans un premier temps, elle avait bien espéré que la contribution publique permettrait d'obtenir la somme. Las, le bon peuple d'Angleterre n'a pas voulu et elle dut se résigner à faire du business comme un vulgaire tour-opérateur : elle organise des petites visites d'une de ses gentilhomnières qu'elle possède à Londres, Buckingham Palace.

Ainsi, contre la royale somme de 70 francs, une fouille policière en règle d'une demi-heure et le franchissement d'un portillon

comme dans un aéroport, on a le privilège rare de piétiner trois-quart d'heure dans 18 des 600 pièces de Buckingham Palace. Seuls sont visibles les lieux de réception officiels, avec leurs dorures, leurs tapisseries des Gobelins, leurs porcelaines de Sèvres, leurs lustres à pampilles. On aperçoit aussi des tableaux de Rembrandt, Rubens, Van Dyck et autres, rarement exposés au public. Bref, un vrai musée privé, constitué par la famille, de par la grâce des listes civiles et autres grasses pensions versées par des générations de sujets britanniques. Et le parcours se termine à l'inévitable boutique de souvenirs, vendant des exclu-

sivités aussi inestimables que des chocolats en forme de couronne royale.

Pas question de voir les appartements privés, de reluquer l'une ou l'autre des 78 salles de bains ou d'apercevoir la table des banquets de plusieurs dizaines de mètres... Il faut bien qu'Elisabeth se ménage une certaine intimité dans les quelque 580 pièces restantes...

Et d'ailleurs, pour éviter tout crime de lèse-intimité, elle a préféré pour sa part quitter Londres pour aller à la campagne, en Ecosse, dans son château de Balmoral.

Ah ! dur, dur, la vie de château !

RECU DE LA CONSOMMATION



Selon une étude de l'Institut national de la Statistique, les chiffres d'affaires des grandes surfaces non-alimentaires sont à la baisse.

Ainsi, le chiffre d'affaires du Printemps, qui appartient désormais au repreneur d'entreprise Pinault, a reculé de 11 %, celui des Galeries Lafayette de 7 %, tandis que le chiffre d'affaires de sa filiale de magasins populaires, Monoprix, recule de près de 6 %.

Même la vente par correspondance qui, jusqu'à présent, avait pourtant mieux résisté que ses concurrents est désormais en recul également. Les ventes du n°1, La Redoute, sont inférieures de 3,59 %.

Loin de nous l'idée de sortir les mouchoirs parce que le Printemps ou Monoprix ont plus de mal qu'aparavant à faire leur beurre. Mais ces chiffres indiquent que la population laborieuse vit de plus en plus mal.

Certes, les consommateurs fréquentent encore les grandes surfaces alimentaires, dont les résultats continuent de progresser, de +3 à +7 % selon les chaînes, mais ils se restreignent sur tout le reste.

L'INSEE relève plusieurs raisons : les acheteurs font moins appel au crédit car ils craignent le surendettement dans une période où l'emploi devient moins que garanti, tandis que d'autres s'inquiètent de voir s'effondrer les régimes de retraite. On pourrait y ajouter la stagnation, voire la baisse des salaires.

Et la batterie de mesures que Balladur vient de prendre (hausse de la CSG, de la cotisation d'assurance-chômage, des dépenses de santé) et celles qu'il a encore en réserves pour la rentrée ne risquent pas de faire repartir la consommation. Bien au contraire.



LES PETITS BOULOTS SE PORTENT BIEN

Les CES (contrats emploi-solidarité) créés par Cresson pour remplacer les TUC, repris ensuite par Bérégovoy puis par Balladur, se portent bien. Selon une étude du ministère du Travail, 600 000 travailleurs en ont "bénéficié" en 1992. L'essentiel de ces CES est employé dans la Fonction publique ou par les collectivités locales (mairies, conseils régionaux, etc.).

Rappelons que ces "emplois" sont exonérés de charges patronales et le salaire pris en charge par l'Etat à 65 % (mais cela peut aller jusqu'à 100 %). Bref, ça ne coûte pas cher aux hôpitaux, mairies, PTT et autres administrations.

Mais ce qui devait être au départ réservé aux jeunes de 18 à 25 ans pour, prétendument, les aider à trouver un premier emploi, a été étendu aux chômeurs de longue durée. En 1992, plus de la moitié des 600 000 CES avaient plus de 25 ans.

Ces petits boulots ne servent en fait qu'à masquer les chiffres du chômage, la grande majorité des CES (presque 9 sur 10) ne débouchant pas sur un emploi stable. Et encore parmi les 10 % qui sont embauchés, il s'agit souvent de contrats à durée déterminée.

Occuper des chômeurs à des petits boulots, faire les poches des salariés, c'est tout ce que les gouvernements successifs savent faire.

Roger MARTIN

PAPE MUSIC

Le pape avec un walkman sur les oreilles, entouré de deux rockers. C'est l'affiche que l'on peut voir à Denver, aux États-Unis, à l'occasion du festival de la jeunesse catholique qui se tient du 12 au 15 août et où doit se rendre le pape. La firme qui a réalisé la campagne s'y connaît. Elle a déjà réalisé la promotion des Rolling Stones et de Paul Mac Cartney. Va-t-on voir à Denver le pape jeter sa soutane à la foule ?

Italie

Plus qu'un accident, des meurtres en série

En Sardaigne, à Portovesme, six personnes, presque toutes de la même famille, ont péri, happées par un égoût d'une usine fabriquant de l'acide sulfurique. Ces noyades ont provoqué une vive émotion en Italie.

L'usine, qui fait partie d'un imposant complexe industriel, utilise directement la mer comme eau de refroidissement. Une vingtaine de grosses canalisations de 4 mètres de diamètre aspirent et rejettent alternativement l'eau de mer. C'est en voulant porter secours à une fillette qui avait été aspirée que successivement les cinq autres victimes se sont noyées.

D'après la presse, rien n'avait été fait en matière de sécurité, à part quelques panneaux aux alentours indiquant danger et baignade interdite. Le site, dont les abords sont très fréquentés, n'est pas clôturé, les énormes bouches des canalisations ne sont pas grillagées et les eaux sont rejetées à même la plage et non au large. Pourtant c'est un complexe moderne, construit dans les années 1970. Et l'Etat italien, qui l'a largement subventionné, n'a même pas exigé un minimum de sécurité.

C'est la soif de profits des uns, l'irresponsabilité des autorités qui font que l'inconscience d'habitues des lieux a pu conduire à cette tragédie.

Virgin Mégapub

Alors que pour la seule ville de Paris, l'année dernière, 320 procès verbaux ont été dressés par l'inspection du Travail pour non respect de la réglementation sur le repos hebdomadaire, Virgin-Mégastore a au moins eu la chance de faire parler de lui.

Bien sûr la firme a pris le risque de quelques belles amendes. L'astreinte à verser aux syndicats a d'abord été fixée par les tribunaux à 250 000 F, puis à 1 million de francs par infraction. Mais rien ne dit que Virgin devra payer. Ni quand. Ni vraiment combien. D'autant plus que la législation

pourrait bien être modifiée en septembre.

Une firme qui réalise un chiffre d'affaires de plus de 7,5 milliards de francs par an peut visiblement se permettre ce genre de coup dont l'effet médiatique aura été spectaculaire. Et ce n'est après tout vraiment pas cher payé, quand on connaît le coût d'une campagne publicitaire à la télé ou même à la radio.

On ne sait pas si Virgin nous infligera de nouveaux épisodes à ce mauvais feuilleton pour nous ressasser qu'il faut en finir avec les lois et les réglementations qui limitent un tant soit peu l'arbitraire du patronat. Une rengaine fort à la mode sans doute. Mais à force le disque usé, et même rayé, nous écorche plutôt les oreilles.

Des îles paradisiaques

Après bien d'autres armateurs, la Compagnie Générale Maritime, entreprise publique française, vient de décider de passer dix-neuf de ses navires sous le pavillon des îles Kerguelen, en changeant une partie de son personnel.

Les îles Kerguelen (possessions françaises !) sont de petites îles perdues au sud de l'océan Indien, pas très loin de l'Antarctique et à peu près inhabitées. Il ne s'agit donc pas précisément d'un paradis pour les touristes. Mais elles ont malgré tout leur utilité : comme le Libéria ou Panama, elles permettent à des armateurs, désireux de faire des économies en matière d'impôts et de faire des

bénéfices, grâce à une législation des plus "souples", de mettre leurs navires sous pavillon de complaisance.

Ceci fait, ces armateurs peuvent alors embaucher du personnel dans les pays pauvres d'Afrique ou d'Asie à des conditions salariales, entre autres, bien avantageuses pour eux.

Mais attention ! Qu'on n'aille pas dire que l'Etat, sensible aux critiques concernant les entreprises qui délocalisent leur production dans les pays du Tiers Monde, soit aveugle ou hypocrite. Car le pavillon des Kerguelen, c'est le pavillon de complaisance officiel de la France.

Caisse d'Allocations Familiales (Paris)

UNE PRÉTENDUE AMÉLIORATION DE L'ACCUEIL DONT LES EMPLOYÉS FERAIENT LES FRAIS



La queue des allocataires sur le trottoir, avant l'ouverture des portes (CAF-Laumière). C'est un scandale et, pour que cela cesse, il faut embaucher du personnel.

Au 1er juillet de cette année, contrairement à ce qui se fait tous les ans, les prestations familiales et le RMI n'ont pas été augmentés. Inutile de dire le trou que cette absence d'augmentation a occasionné dans les budgets de nombreuses familles, en particulier ceux qui n'ont que le RMI comme seule ressource.

Alors que d'un côté le gouvernement rogne sur les versements, d'un autre côté, il a annoncé à grand renfort de publicité la création d'une allocation pour dépense de scolarité qui, pour certaines familles à revenus faibles ou modestes, s'ajoute à l'allocation de rentrée scolaire. Comme d'habitude, c'est par les grands moyens d'information, presse et télévision, que les employés de la CAF ont été informés de cette dernière mesure. Aucune note de service ne leur a encore été distribuée.

La modification de tous ces droits a bien entendu provoqué un très fort afflux aux guichets depuis le lundi 9 août ; afflux attendu par la direction qui s'est empressée d'y faire face... à sa façon.

Son projet consiste à ouvrir les portes à 8 heures au lieu de 9 heures, sans employé supplémentaire évidemment. Pour cela, ordre a été donné aux permanenciers et aux agents de coordination d'être présents à 8 heures afin de régler au plus vite certains cas simples comme le dépôt d'une pièce ou la prise d'un formulaire. Mais comme on ne peut habiller Paul sans déshabiller Pierre, certaines permanences locales tenues par les agents de la coordination ont dû fermer. Tant pis si les allocataires doivent maintenant se déplacer plus loin, dans les

grandes unités de gestion, et attendre plus longtemps.

Quant aux guichetiers, ils doivent être en box à 8 h 30, soit une demi-heure plus tôt. Et si, pour bien faire leur travail, les guichetiers veulent continuer à suivre certains dossiers difficiles, et en classer d'autres, à relire leurs notes... ils doivent arriver encore plus tôt.

Pour faire face à l'afflux des allocataires, la direction a aussi réorganisé leur accueil. Dans chaque unité de gestion, sept files d'attente devront être mises en place et, par heure, vingt dossiers devront être traités.

Ce système a été testé la semaine dernière au centre de Nationale dans le XIII^e arrondissement de Paris. Là, les guichetiers ont débrayé et la direction locale a dû reculer.

Pour mettre en place les sept files d'attente au centre Viala dans le XV^e arrondissement, le directeur a eu la bonne idée de faire dévisser et enlever les sièges pour libérer de la place, sans penser aux personnes âgées, aux handicapés, aux femmes enceintes, obligés d'attendre debout. Mais devant le mécontentement des employés et l'intervention des syndicats, les sièges ont retrouvé leur place dès le lendemain.

Devant la résistance que rencontre la mise en place du nouvel accueil, le directeur a décidé de faire le tour des trois grands centres de Paris, sans convaincre plus avant. Et finalement tous ces projets ont dû être remisés.

Sûre d'elle, la direction générale pensait sans doute que les modifications d'horaires passeraient comme une lettre à la poste. Elle n'a même pas daigné consulter le Comité d'entreprise, ni son Conseil d'admini-

nistration. Le projet est donc repoussé au 16 septembre, date à laquelle doit se réunir le Conseil d'administration.

Pour l'instant le tout est donc repoussé d'un mois et demi. Mais quel que soit l'avis du Comité d'entreprise et du Conseil d'administration, ce sont les guichetiers, les agents de coordination et les permanenciers qui ont entre leurs mains les moyens de faire remballer un projet dont personne ne veut. Que l'accueil des allocataires soit amélioré, ce serait évidemment une bonne chose mais il ne peut y avoir d'amélioration aux dépens des conditions de travail des employés. Il y a pourtant une solution bien simple, celle qui consiste à embaucher du personnel pour faire face aux besoins.

Correspondant LO

Thomson-CGA (Gentilly)

Plus ça va, moins ça va

En juillet, notre salaire a déjà baissé du fait de l'augmentation de la CSG (+ 1,3 %). Il baissera à nouveau en août puisque les cotisations chômage augmenteront de 0,35 %.

En dix ans, à HBS, les cotisations sociales pour un salaire moyen sont passées de 14 % à 22 %, soit environ 700 F de prélèvements en plus chaque mois.

Si les profits du groupe progressent, pour nous le progrès social avance à reculons. Pour soigner les patrons, c'est bien les salariés qu'on sacrifie.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Thomson-CGA du 10 août 1993).

Alcatel-Telspace (Nanterre)

PENDANT LES LICENCIEMENTS LES AFFAIRES CONTINUENT

La semaine dernière, toutes les radios et plusieurs chaînes de télé relataient "l'exploit" de la direction d'Alcatel-Telspace, filiale d'Alcatel-Alsthom, l'entreprise la plus profitable du pays : elle avait réussi à vendre le TFTS, un réseau téléphonique, à la compagnie aérienne British Airways après l'avoir déjà vendu à Air France.

Il faut cependant remettre cette performance à sa place : ce sont les Etats, en France comme en Grande-Bretagne, qui ont financé les études de ce matériel.

De ce contrat, qui va permettre à une poignée de gens fortunés de pouvoir passer des ordres boursiers ou régler des affaires pendant leurs déplacements en avion, la direction du groupe Alcatel entend tirer non seulement des bénéfices de constructeurs, mais aussi d'exploitant. A 50 F la minute, il y a certainement de quoi grossir encore la cassette de Pierre Suard, son PDG.

Mais derrière le décor des succès de la haute technologie, il y a une autre réalité moins médiatique, celle de la situation dans l'entreprise de Nanterre, une des usines de Telspace.

Lors des discussions avec les organisations syndicales sur le plan de licenciements lancé en début de cette année, la direction s'était engagée pour certains travailleurs à ne les licencier qu'après leur avoir proposé deux "offres valables d'emploi".

Mais, même avec un salaire amputé de 15 %, la direction n'arrive pas à en dé-

nicher et elle se retrouve à payer des salariés licenciés qui restent chez eux.

Des émules du directeur des relations humaines, qui a à son actif quantité de "départs volontaires", s'en sont émus. Ils ont pris en charge de faire pression sur les salariés en question afin de faire renoncer ces travailleurs à leurs droits. Deux d'entre eux ont déjà craqué et accepté un marché de dupes.

Voilà de quelle façon ignoble la direction, selon ses propres dires, veille "au meilleur reclassement possible des collègues licenciés".

Correspondant LO

Ce ne sont pas les scrupules qui l'étouffent

La semaine dernière, un technicien licenciable, mais à qui la direction doit faire des offres d'emploi, a eu la mauvaise surprise, en venant à l'usine, de retrouver ses affaires dans des cartons et à portée de... la poubelle.

Le chefaillon du coin avait estimé qu'il fallait faire place nette, les licenciés toujours présents le dérangent.

Pendant les mouvements, ce triste sire prétendait que les licenciements l'empêchaient de dormir. Il espère, par de telles pratiques, retrouver le sommeil ?

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Alcatel-Telspace-Nanterre).

Renault-Flins

Renault contribue à l'augmentation du chômage

Avec la baisse de la production, dès la rentrée, la direction envisage de baisser le nombre d'intérimaires dans l'entreprise.

En juillet, il y avait plus de 1 000 intérimaires et plus de 700 CDD.

Si certains d'entre eux étaient là pour remplacer des travailleurs en congés, beaucoup sont là depuis plusieurs mois, demandent l'embauche et sont de l'entreprise comme n'importe quel salarié Renault.

Le départ des intérimaires décidé par la direction équivaut à des suppressions de poste et des licenciements.

Tous les travailleurs ont intérêt à leur embauche. Mais ça, il faudra être capable de l'imposer.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Flins du 2 août 1993).

Réédition
en collection de poche



LES CYGNES SAUVAGES

de Jung Chang

Les Cygnes sauvages est un roman autobiographique. L'auteur décrit la vie de trois générations féminines de sa famille, la grand-mère de l'auteur, sa mère et elle-même. Cela se passe en Chine, du début du 20ème siècle aux années 1970.

L'histoire de sa grand-mère montre ce qu'était avant guerre, dans un milieu petit-bourgeois, l'aliénation des femmes. L'a-

teur raconte comment, pour faire graver un échelon social à la famille, la grand-mère fut donnée comme concubine, en 1924, à un général fortuné. Le général mort, elle parvint à se remarier mais ce fut pour subir, en tant qu'épouse d'un médecin mandchou, l'état de coutumes traditionnelles, où une multitude de liens hiérarchiques règlent toutes les relations quotidiennes.

Le Japon envahit la Mandchourie puis la guerre mondiale

éclata. La mère de l'auteur, à quinze ans, s'engagea dans la lutte contre l'oppression japonaise aux côtés du Parti Communiste. Elle se maria avec un militant qui devint un dirigeant de province.

Les descriptions et les anecdotes concernant cette époque — qui lui viennent des récits de sa mère et de son père — donnent certainement une bonne idée de ce qu'était alors le Parti Communiste et comment il pouvait attirer les petits bourgeois nationalistes, anti-Japonais, les paysans désireux d'acquérir un peu de terre... et aussi les arrivistes de tout poil !

Les années passent, l'auteur grandit et raconte sa vie quotidienne de petite fille de bureaucrate, élevée dans une ambiance protégée...

Cela donne évidemment une vision particulière de la Chine, même si on peut quand même

mesurer, par les répercussions qu'elles eurent sur la famille de l'auteur, ce que furent les vagues de répression successives, ou encore l'industrialisation à marche forcée avec la famine qui s'ensuivit.

L'auteur donne une idée assez précise du mode de vie des cadres du Parti Communiste, bien au-dessus de la population, mais dont le luxe, s'il est énorme comparé à la pauvreté générale, est bien modeste quand même.

Avec la révolution culturelle, qui démet de leurs fonctions ses parents, toute la famille se pose des problèmes idéologiques, et l'auteur, qui vit aujourd'hui en Grande-Bretagne, perd confiance dans le Parti.

On sent sous sa plume la façon de voir d'une démocrate féministe avant tout préoccupée de sa propre personne. Une limite qu'elle perçoit d'ailleurs. Son indifférence aux autres couches de la population est saisissante, en particulier quand elle se plaint de sa vie à la campagne où elle a été envoyée, comme des millions de jeunes des lycées et des universités, après la révolution culturelle.

Il reste un récit intéressant, couvrant presque un siècle, fourmillant de détails et faits concrets.

Nelly MEYER

Les Cygnes sauvages
de Jung Chang - Collection
Presses-Pocket - 635 pages.

BIG MAN

de
David Leland

Danny, sa femme et ses deux enfants habitent dans une petite communauté de mineurs écossais. Il a été licencié à la suite de la grande grève des mineurs de 1984-1985. Et parce qu'il a envoyé un coup de poing à un policier en défendant un piquet de grève, il a fait six mois de prison.

C'est sa femme, enseignante, qui fait bouillir la marmite. Pour faire taire ses frustrations et mettre fin à son ennui, Danny rêve de décrocher le gros lot en réussissant un grand coup, où il retrouverait sa propre estime et redorerait son blason dans sa famille.

L'occasion va évidemment se présenter. Et ce grand gaillard au coup de poing rapide, plutôt honnête et sympathique mais un tantinet naïf, se retrouve entraîné dans un combat de boxe illégal, à poing nu, organisé clandestinement par la pègre de Glasgow. Sa femme essaye bien de mettre fin à cette combine douteuse, mais il est déjà trop tard.

L'histoire du travailleur qui essaye de sortir de sa condition en devenant champion de boxe n'est pas très nouvelle. Mais ici, il ne viendra à personne l'idée d'évoquer la fable du "noble art", le combat ne connaît qu'une règle : se terminer quand l'un des combattants n'est pas loin d'y laisser sa peau. La scène du combat est d'une rare violence, voire insoutenable.

En voulant tout à la fois rajeunir un genre plutôt éculé, mais aussi asséner au spectateur l'idée qu'un ouvrier n'échappe pas si facilement à son sort, le metteur en scène a frappé si fort que le spectateur en reste k.o. Dommage, car quelques scènes, celles montrant la solidarité de la communauté de mineurs ou le portrait caustique de la belle famille pro-conservateurs, sont plutôt réussies.

J.F.

L'EXCURSION DES JEUNES FILLES QUI NE SONT PLUS

d'Anna Seghers

C'est de sa propre vie et de son arrivée au Mexique, fuyant le nazisme en Allemagne, que s'est inspirée Anna Seghers pour écrire *L'excursion des jeunes filles qui ne sont plus*. Arrivée au Mexique, elle y fut victime d'un accident de voiture, mais surtout elle souffrit de la solitude de l'exil.

On retrouve dans ce très petit livre ce sentiment, qui pousse la narratrice, elle aussi physique-

ment et moralement épuisée, à revenir sur son passé en Allemagne. En partant du souvenir particulièrement vif d'une excursion de la classe de son école juste avant la guerre de 1914, elle raconte ce que devinrent cette quinzaine de jeunes filles dont elle faisait partie et leurs professeurs, lors de la montée du nazisme et de son accession au pouvoir.

Juives, non-Juives, elles

étaient amies et se pensaient apolitiques. Les événements les jetèrent parfois aux antipodes les unes des autres, rompant les amitiés, transformant parfois l'estime ou l'amitié en haine. Mais surtout on mesure combien ces individus,

qui pour certains s'engagèrent politiquement alors que d'autres crurent pouvoir rester sans opinion, furent le jouet des bouleversements politiques et sociaux

énormes engendrés par la guerre de 1914, les crises des décennies suivantes et leurs conséquences.

Dans ce récit, Anna Seghers a le même talent que dans ses autres romans. Il est facile, intéressant à lire et émouvant.

N.M.

L'excursion des jeunes filles qui ne sont plus d'Anna Seghers :
Collection Petite Bibliothèque - Ed.
Ombre (Toulouse), 45 F, 78 pages.

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Île-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
 PRENOM :
 ADRESSE :
 CODE POSTAL et VILLE :
 COMPLEMENT D'ADRESSE :
 Je m'abonne à : LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de :
 (rayer la mention inutile).
 Ci-joint la somme de :
 Règlement :
 - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
 - par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Négociations israélo-arabes

MANŒUVRES
DIPLOMATIQUES
ET MILITAIRES
CONTRE LES PEUPLES

Une séance des négociations, à Washington en avril 1993.



Markel / Gamma

Destructions au Sud-Liban



AFP

Quelques jours après les bombardements aériens du Sud-Liban par les Israéliens, qui n'ont pas arrêté pour autant les prétendus "pourparlers de paix" entre Israël, certains Etats arabes et les Palestiniens, un petit coup de théâtre s'est produit à la tête de la délégation palestinienne. Les trois principaux négociateurs ont parlé de démissionner (puis ils se sont repris). Ils reprochaient à la direction de l'OLP à Tunis, c'est-à-dire à Yasser Arafat, de tout régenter de manière dictatoriale, eux n'étant que des courriers. Et surtout ils n'étaient pas d'accord avec les concessions que s'apprêterait à faire Yasser Arafat aux Israéliens.

Rappelons que cette négociation commencée il y a vingt-deux mois (bientôt deux ans !) avait entre autres pour but de

mettre sur pied, dans un premier temps, fort long au demeurant, une simple autonomie d'une Palestine limitée à la Cisjordanie et à Gaza. Un statut permanent des Territoires ne pouvait débiter que trois ans après l'entrée en fonction d'un "autogouvernement" palestinien qui n'existe pas encore. En outre les Israéliens exigent que la partie Est de Jérusalem demeure annexée par Israël, et donc mise hors de la Palestine, et d'autre part que les colonies de peuplement juives en Palestine échappent à la future juridiction palestinienne. C'est sur ces deux points que Yasser Arafat, et la direction de l'OLP, seraient disposés à céder, sous la pression, paraît-il, de certains Etats arabes, et en particulier de l'Egypte.

Mais les représentants des Palestiniens "de l'intérieur" n'ont pas été d'accord pour accepter ces concessions et se sont montrés donc, dans cette affaire, plus radicaux

qu'Arafat, et sans doute plus représentatifs de la population palestinienne. Les Israéliens qui ne voulaient pas discuter avec le "terroriste" Arafat viennent donc de trouver plus durs que lui !

Sur un autre "front" il est question d'un éventuel arrangement. Les dirigeants israéliens font depuis quelque temps la louange du dictateur syrien Hafez-El Assad, rentré déjà en odeur de sainteté auprès des Américains durant la guerre du Golfe, et dont l'attitude à l'égard des intégristes musulmans aurait permis, selon Israël, d'en finir plus vite avec l'opération de bombardements du Sud-Liban. Ces bombardements israéliens qui ont fait des centaines de victimes, détruit des milliers d'habitations, conduit à l'exode un demi-million de personnes, avaient pour but déclaré de pousser les

populations et les autorités libanaises — ainsi que les Syriens qui stationnent toujours dans une partie du Liban — à neutraliser le mouvement Hezbollah, responsable de la mort, quelque temps auparavant, de sept soldats israéliens, qui ont été tués non pas en Israël mais au Sud-Liban, dans la région que le gouvernement israélien appelle sa "zone de sécurité".

On ne sait pas si ces manoeuvres auront quelques succès. Mais le Hezbollah en sortira peut-être renforcé, lui qui peut apparaître aujourd'hui comme étant le principal mouvement s'opposant à Israël.

C'est peut-être d'ailleurs pour cette raison que les trois négociateurs palestiniens se sont opposés à Arafat. Ils sont en effet confrontés eux-mêmes à la concurrence des islamistes opposés à toute négociation avec Israël. Ils pouvaient craindre que les négociations avec un adversaire, Israël, qui

pour l'instant entend ne rien céder, puissent mettre leur mouvement, l'OLP, en mauvaise posture devant une force politique plus radicale qu'elle dans l'expression du nationalisme.

Quant à Arafat, il peut, par son attitude conciliante, espérer amener Israël à faire quelques gestes qui pourraient favoriser l'OLP face aux menaces que représente la montée des mouvements intégristes et, dans cette hypothèse, accélérer la mise en place de l'autonomie des Territoires occupés, ce qui aurait comme avantage pour le gouvernement israélien de laisser à l'OLP le soin des tâches de police dans leur futur Etat-croupion.

Quoi qu'il en soit, si jamais demain un arrangement devait voir le jour avec la Syrie, le Liban, voire avec l'OLP, il se ferait de toute façon au détriment des peuples de la région.

André VICTOR

Brésil

À QUAND L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE ?

Le rapport du Bureau International du Travail de 1992 met une nouvelle fois en avant la question du travail forcé au Brésil. Et ce n'est ni un problème nouveau, ni un problème spécifique au Brésil.

Chaque année, plusieurs milliers d'ouvriers, 60 000 d'après un sociologue brésilien — mais dans ce domaine les évaluations semblent difficiles —, sont recrutés sur la base de promesses de bons salaires et ensuite envoyés dans de grandes propriétés où la dureté des conditions de travail ajoutée à la violence des surveillants les transforment en semi-esclaves. Les travailleurs, attirés par l'espoir de sortir de la pauvreté totale qu'ils connais-

sent, sont conduits dans des forêts à déboiser, des plantations de canne à sucre, des exploitations d'eucalyptus. Là, on les force à travailler douze heures par jour. Au bout de quelques jours les ouvriers se rendent compte qu'au lieu de toucher un salaire, c'est eux qui doivent de l'argent à leur patron. Ils doivent acheter leurs outils, leurs chaussures, leur logement de fortune et même la nourriture et l'eau à des prix trois ou quatre fois supérieurs à la normale. Ainsi, ils se retrouvent prisonniers d'une dette qu'ils n'ont jamais contractée. Evidemment, le travail dure le temps de rembourser ; et cela, seul le patron le détermine.

Dans certaines propriétés,

les ouvriers sont enchaînés les uns aux autres le jour et enfermés la nuit. Les surveillants, des espèces de tueurs à gages, ont tous les droits. Ceux qui tentent de s'enfuir sont torturés, ou assassinés. Dans certains coins, les ouvriers rattrapés sont battus, exposés nus durant toute une journée aux moustiques, le long d'un fleuve.

Nombre d'entre eux disparaissent sans laisser de traces. Les surveillants se sentent d'autant plus les mains libres que, comme le dit un juge d'instruction brésilien, "parler de travail esclave est un peu exagéré. Ce qu'il y a surtout, dans nos régions, ce sont des conflits du travail". Puisqu'il le dit !

Il ne s'agit pas seulement de

"dérèglement", de "pratiques archaïques". Des grandes entreprises brésiliennes sont concernées. Une filiale de Volkswagen a dû revendre une propriété au Brésil, suite à un scandale déclenché par la libération de 40 travailleurs-esclaves sur ce domaine.

Malgré les dénonciations, les plaintes, les rapports, ces pratiques se développent au Brésil. Les autorités, ministère, justice, police ne trouvent jamais de preuves, ne mènent pas les enquêtes jusqu'au bout. Et même des cas existent où ce sont les policiers qui poursuivent les "débiteurs". Et, dans ce pays où il existe une loi qui permet d'exproprier les domaines où l'on constate une violation

de la législation du travail (!), rien d'étonnant à ce que les ouvriers victimes de ce véritable esclavage se sentent si bien protégés par la justice que la plupart du temps ils n'osent même pas raconter les faits dont ils sont victimes, par peur des représailles. Dans les rares cas officiellement reconnus, les patrons se sont vu infliger une simple amende.

Et, sur cette planète où le capitalisme est roi, le Brésil n'est pas le seul pays où existent de semblables formes d'exploitation, avec le plein respect de la liberté des exploités, de leur sacro-sainte propriété et de leurs insolents profits.

Dominique Larousse